

ANNEXE I : Recommandations issues du Forum Civil de Bruxelles de 2019 et du 3^e webinaire

MAJALAT – Atelier thématique jeunesse
24 & 27 novembre 2020

Recommandations générales

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, au SEAE et aux autorités nationales

1. L'UE devrait répondre aux défis rencontrés par les jeunes et organisations de jeunesse du voisinage Sud de manière plus claire et transparente :
 - En insérant systématiquement dans les accords bilatéraux entre l'UE et les pays du voisinage Sud, un chapitre spécial sur les dossiers prioritaires pour les jeunes et les organisations de jeunesse. Ce chapitre doit clairement :
 - Identifier précisément les budgets liés à la jeunesse dans ces accords bilatéraux, ainsi que dans les cadres globaux de l'UE et en particulier le CFP
 - Indiquer les moyens d'évaluation de l'impact de ces accords bilatéraux concernant les politiques et programmes sur les jeunes et rendre leurs résultats facilement accessibles au public
 - En créant des conditions favorables pour le financement des organisations de jeunesse de la région en permettant, par exemple :
 - L'augmentation du nombre d'appels à projets dédiés à la jeunesse et/ou ouverts aux organisations jeunesse de la région ainsi que l'adaptation des budgets dédiés (possibilité de financement de micro et méso projets)
 - La simplification des procédures de réponses relatives à ces appels
 - L'ouverture des appels à propositions à des entités non enregistrées [collectifs informels, mouvements sociaux ponctuels...] de la région

2. Appuyer le renforcement de la participation civique des jeunes ayant un impact à long terme et conduisant à une plus grande implication des jeunes hommes et femmes dans l'élaboration des politiques dans le voisinage Sud, passant notamment par le renforcement des capacités de plaidoyer des jeunes et des organisations jeunesse

→ Recommandation adressée aux DUE, DG NEAR, SEAE

1. Reconnaître la diversité de la jeunesse, en touchant un plus grand nombre et un plus large éventail de jeunes hommes et femmes, y compris ceux qui sont actifs dans des groupes informels et des mouvements sociaux

Soutenir l'emploi et la formation professionnelle

→ Recommandations adressées aux DUE, DG NEAR, SEAE



1. Soutenir l'entrepreneuriat des jeunes en contribuant à créer un environnement favorable en termes de financements et de formations disponibles
2. Faciliter l'accès des groupes de jeunes vulnérables (personnes en situation de handicap, personnes en situation de migration) au marché du travail grâce à des dispositifs appropriés

Education

→ Recommandations adressées aux DUE, DG NEAR, SEAE

1. Accroître le soutien politique, financier et administratif aux programmes d'éducation non formelle afin d'améliorer les aptitudes et compétences personnelles et professionnelles des jeunes ainsi que leur employabilité
2. Impliquer les jeunes de divers horizons et les OSC dans la conception et l'évaluation des programmes européens d'éducation et d'employabilité aux niveaux national et régional
3. Elargir les programmes facilitant la mobilité des jeunes dans le voisinage sud et renforcer les capacités des jeunes vulnérables sur l'existence de ces programmes (tels que les femmes, les résidents ruraux et les personnes en situation de handicap).

Protection sociale des groupes vulnérables, en particulier sur la question de la santé sexuelle et reproductive

→ Recommandation adressée à la DG NEAR et au SEAE

1. Appeler la DG NEAR et l'EEAS à reconnaître les défis que représentent les droits sexuels et reproductifs pour les jeunes générations :
 - en apportant un soutien financier accru à la société civile déjà engagée sur ce sujet et en encourageant de nouvelles organisations à s'attaquer à ce problème
 - en incluant de manière systématique la SSR dans les dialogues bilatéraux avec les Etats du voisinage Sud

Sécurité : Vers une nouvelle approche de la jeunesse et de la lutte contre toutes les formes de violence

→ Recommandation adressée au SEAE et à la DG HOME

1. Intégrer pleinement le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques en tant que composante fondamentale de toutes les politiques extérieures de l'UE et de toutes les formes de coopération avec les pays tiers en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme

→ Recommandation adressée aux autorités nationales



2. Inclure les jeunes dans les décisions relatives à la sécurité et la lutte contre toutes les formes de violence lors de la révision de la PEV (sous forme de consultation préalable, évaluation des programmes déjà existants...)
- Recommandation adressée à la DG Near, à la DEVCO (pour le soutien financier), au SEAE (pour le soutien politique)
3. Accroître le soutien politique et financier aux initiatives menées par les jeunes pour la promotion de la paix et la prévention de l'extrémisme violent

Mobilité et migration

- Recommandations adressées à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales
1. Accroître le soutien financier, politique et administratif aux partenariats pour la mobilité Sud-Sud et Nord-Sud, tels que le volontariat, la formation professionnelle, les initiatives d'éducation non formelle, les échanges culturels, les projets de jumelage d'universités
 2. Accroître le budget disponible pour la mobilité Erasmus+ VET Mobility à tous les pays de la région MENA, en tenant compte de critères sociaux et géographiques inclusifs et en :
 - Facilitant l'obtention de visas pour les participants sélectionnés (soutien administratif et politique)
 - Augmentant le nombre de participants du voisinage Sud pouvant y prétendre chaque année

Recommandations ajoutées à la suite du 3ème webinaire :

Générales et financement

- Recommandations adressées à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales
1. Soutenir financièrement les organisations locales afin qu'elles soient plus efficaces pour répondre aux conséquences de la crise, compte tenu des restrictions imposées par certains gouvernements (transferts d'argent, échange de devises...).
- Recommandations adressées aux bailleurs (UE incluse)
2. En coordination avec les bailleurs, dans le cas de certains projets, réaffecter les fonds non-utilisés, aux petites entreprises et organismes permettant de fournir une assistance sanitaire essentielle.
 3. Recenser et capitaliser les nouvelles pratiques de l'action collective jeunesse sous Covid-19 dans



les pays de la région afin d'alimenter et d'adapter les politiques publiques à destination de la jeunesse, les dispositifs de financements ainsi que de mobilité Sud-Sud, Sud-Nord et Nord-Sud.

→ Recommandations adressées aux autorités nationales

4. Promouvoir le développement d'un modèle économique alternatif issu des pratiques mises en place durant le Covid-19 qui soit pérenne, social et solidaire, générateur de revenu pour les jeunes et qui favorise le développement local.
5. Favoriser et soutenir le développement de centre d'action socio-culturelle de proximité et/ou renforcer les dispositifs déjà existants dans les pays et ceci principalement en milieu rural.

Santé sexuelle et reproductive

→ Recommandation adressée à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales

1. Promouvoir de nouvelles façons de fournir des informations et un soutien aux adolescents et aux jeunes en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, en soutenant par exemple la mise en œuvre de programmes de sensibilisation dans les structures jeunesse de proximité

Securité

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, DG ECHO et aux autorités nationales

1. Mener des recherches qualitatives qui ont pour objectif de faire ressortir les effets des crises sur les femmes, les filles et les autres groupes marginalisés pour permettre d'élaborer des réponses adéquates
2. En cas de crise sanitaire, prendre systématiquement l'approche genre afin de garantir au mieux l'accès à l'information aux femmes (aides et ressources disponibles...).

Migration et mobilité

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

1. Favoriser une mobilité interpays pour favoriser l'échange entre pairs.

Education

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales

1. Face au défi que représente l'adaptation de l'enseignement à distance, soutenir la formation des enseignants/professeurs en multipliant les exemples d'initiatives impliquant des OSC, des



fondations ou des entreprises, et favoriser l'accès à un équipement (matériel, connexion) adéquat pour les étudiants et professeurs.

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

2. Centraliser, sur un même portail, les informations fiables et spécifiques lors de situations de crise sanitaire dans un pays, dans des langues accessibles à tous les habitants (nationaux et étrangers).

Digital

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

1. Soutenir l'engagement virtuel des jeunes en :
 - Mettant à disposition les ressources dans toutes les langues locales
 - Luttant contre la désinformation et la xénophobie autour de la pandémie
2. Garantir que toute utilisation des technologies numériques, y compris les applications et l'intelligence artificielle, pour surveiller la propagation du virus et le comportement des êtres humains, est légale, éthique et strictement temporaire.

→ Recommandation adressée à la DG NEAR

3. Mettre en place une étude d'impact de la crise du Covid-19 sur les jeunes de la région en utilisant des données :
 - Statistiques
 - Des témoignages afin de comprendre les besoins immédiats et futurs des jeunes



ANNEXE II : Recommandations adressées et commentées par l'UE lors du dernier atelier

MAJALAT – Atelier thématique jeunesse
24 & 27 novembre 2020

Note

L'un des objectifs de la première série de webinaires était de (re)voir des recommandations adressées à l'Union européenne sur la question jeunesse, sur la base de celles qui avaient déjà été validées lors du Forum de la société civile de Bruxelles 2019, tout en tenant compte de l'impact de la pandémie sur leur contenu et leur formulation. Parmi la longue série de recommandations, 5 ont été choisies conjointement pour être commentées, puisqu'elles ont été priorisées par les participants et qu'elles étaient directement adressées à la Commission européenne. Le tableau suivant présente les remarques et déclarations faites par les représentants de l'UE au cours du 3e cycle sur les recommandations formulées dans le cadre du premier webinaire. Les recommandations surlignées en vert indiquent qu'un certain engagement a été pris par les représentants de l'UE. Celles surlignées en rouge impliquent qu'aucun engagement plus important n'a été pris pendant le webinaire.

Recommandations MAJALAT	Commentaires des représentants de l'UE
<i>Cadre politique et financement</i>	
<p>L'UE devrait répondre aux défis rencontrés par les jeunes et organisations de jeunesse du voisinage Sud de manière plus claire et transparente :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ En insérant systématiquement dans les accords bilatéraux entre l'UE et les pays du voisinage Sud, un chapitre spécial sur les dossiers prioritaires pour les jeunes et les organisations de jeunesse. Ce chapitre doit clairement : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier précisément les budgets liés à la jeunesse dans ces accords bilatéraux, ainsi que dans les cadres globaux de l'UE et en particulier le CFP ➤ Indiquer les moyens d'évaluation de l'impact de ces accords bilatéraux concernant les politiques et programmes sur les jeunes et rendre leurs résultats facilement accessibles au public ○ En créant des conditions favorables pour le financement des organisations de jeunesse de la région en permettant, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'augmentation du nombre d'appels à projets dédiés à la jeunesse et/ou ouverts aux organisations jeunesse de la région 	<p>L'harmonisation des procédures financières est importante au niveau de l'UE. Pour l'instant, la simplification de la réponse aux appels à propositions de la Commission européenne n'est pas considérée comme réalisable. En outre, les délégations de l'UE lancent des appels à propositions plus « accessibles » afin de soutenir les organisations de jeunesse au niveau national.</p> <p>Des appels à projets thématiques ont été lancés par l'intermédiaire de DUE afin d'endiguer l'impact du Covid-19 sur les jeunes (principalement l'employabilité). Certains projets sont mis en œuvre par des partenaires (UNICEF, UNESCO...).</p> <p>Il existe également des outils de financement (petites subventions) pour les jeunes qui veulent créer une entreprise. Les banques locales peuvent également bénéficier de garanties de la Commission européenne pour accorder des prêts avantageux aux jeunes. Elles se concentrent principalement sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Les exemples du programme MedUp (lancé</p>



<p>ainsi que l'adaptation des budgets dédiés (possibilité de financement de micro et méso projets)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La simplification des procédures de réponses relatives à ces appels ➤ L'ouverture des appels à propositions à des entités non enregistrées [collectifs informels, mouvements sociaux ponctuels...] de la région 	<p>en 2018) qui vise à améliorer l'environnement pour la création d'entreprises et d'autres programmes destinés à améliorer la structuration du secteur de l'ESS et l'innovation en Algérie, ont été donnés.</p>
<p><i>Santé sexuelle et reproductive</i></p>	
<p>Appeler la DG NEAR et l'EEAS à reconnaître les défis que représentent les droits sexuels et reproductifs pour les jeunes générations :</p> <ul style="list-style-type: none"> – en apportant un soutien financier accru à la société civile déjà engagée sur ce sujet et en encourageant de nouvelles organisations à s'attaquer à ce problème – en incluant de manière systématique la SSR dans les dialogues bilatéraux avec les Etats du voisinage Sud 	<p>Le discours de l'Union a souligné la centralité des questions liées à la santé et l'importance de la traiter à très court et long termes. Pendant la crise liée au Covid-19, l'aide a été réorientée pour répondre aux besoins d'urgence afin de garantir que les communautés les plus fragiles aient accès aux services de santé de base, y compris la santé sexuelle et reproductive.</p> <p>Des efforts de l'UE et des pays du VS devront être faits pour que cette question soit au centre du dialogue.</p>
<p><i>Mobilité/Education</i></p>	
<p>Accroître le budget disponible pour la mobilité Erasmus+ VET Mobility à tous les pays de la région MENA, en tenant compte de critères sociaux et géographiques inclusifs et en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Facilitant l'obtention de visas pour les participants sélectionnés (soutien administratif et politique) ○ Augmentant le nombre de participants du voisinage Sud pouvant y prétendre chaque année 	<p>La DG NEAR travaille actuellement sur les orientations stratégiques du programme Erasmus qui implique 10 pays du VS. La Commission est consciente que ce programme peut être amélioré pour être plus accessible et permettre à un plus grand nombre de jeunes vulnérables d'en bénéficier.</p> <p>Selon German Bernal-Rios de la DG EAC, ce programme est vaste et englobe de nombreux domaines de l'éducation et cible les personnes des deux rives de la Méditerranée : mobilité dans l'enseignement supérieur (échanges et formations), master Erasmus Mundus, (bourse d'études pour 2 ans), coopération dans l'enseignement supérieur (projets de renforcement des capacités, activités Jean Monnet qui favorisent la connaissance de l'UE dans les pays partenaires), éducation non formelle (en Tunisie), échanges virtuels et activités d'éducation scolaire (programme de jumelage</p>



	<p>électronique pour favoriser la coopération entre écoles de différents pays (en Jordanie, en Tunisie et au Liban).</p> <p>Bien qu'il s'agisse d'un programme international, la priorité en termes de mobilité et de fonds alloués est donnée aux 3 régions du voisinage de l'UE et plus précisément au Sud (22% des mobilités -Sud, 18% -Balkans...). Les échanges virtuels Erasmus + (formations à la défense des intérêts, formation au développement de projets internationaux, cours ouverts interactifs) ne sont pour l'instant ouverts qu'aux pays du VS.</p> <p>La DG EAC reconnaît qu'il est parfois difficile de participer au programme Erasmus, mais ajoute que des efforts sont entrepris pour faciliter l'accès aux participants défavorisés et améliorer le soutien financier (les bourses allouées aux participants des SN sont plus avantageuses).</p> <p>Enfin, dans le cadre de la nouvelle programmation (2021-2027), le champ d'action avec les pays VS sera élargi dans deux domaines : la formation professionnelle et éducative et les formations de renforcement des capacités dans le domaine du sport (en tant qu'outil d'inclusion sociale).</p>
<p>Accroître le soutien politique, financier et administratif aux programmes d'éducation non formelle afin d'améliorer les aptitudes et compétences personnelles et professionnelles des jeunes ainsi que leur employabilité</p>	<p>Lorsqu'il s'agit de l'élaboration, de la mise en œuvre et du soutien des programmes, il faut garder à l'esprit la complexité du processus, qui implique un travail inter-DG mais pas seulement.</p> <p>En ce qui concerne le domaine de l'éducation, la Commission européenne a lancé une consultation publique dans le cadre de la préparation de l'Espace Européen de L'éducation. La DG NEAR est chargée de vérifier que les intérêts des jeunes dans les 3 régions du voisinage sont reflétés dans le document et dans les actions menées dans les pays partenaires.</p> <p>La European Training Foundation (ETF) est la principale agence travaillant sur l'éducation non formelle et la formation professionnelle. Elle a</p>

	<p>décidé d'élargir son champ d'expertise pour couvrir le volet du développement du capital humain (amélioration des compétences, développement personnel). La DG NEAR travaille actuellement avec l'ETF pour déterminer des indicateurs de performance efficaces et pertinents (amélioration de l'accès, de la qualité, de l'équité dans l'éducation). La DG NEAR met également en œuvre un outil sur mesure pour réaliser des diagnostics des systèmes éducatifs afin de baser l'assistance et nourrir le dialogue politique avec les gouvernements des pays dans le domaine de l'éducation, y compris sur les réformes nécessaires. Elle servira à identifier les principales faiblesses des systèmes éducatifs, que ce soit en termes d'organisation de l'administration, de financement ou de formation des enseignants. La finalité est de doter les jeunes d'outils qui leur faciliteront l'accès au marché du travail.</p> <p>L'Union pour la Méditerranée prépare actuellement sa stratégie pour la jeunesse. Elle reflète les priorités mentionnées en matière d'éducation et d'emploi. Elle prendra en compte les besoins spécifiques des jeunes de la région et éventuellement un programme visant à impliquer davantage de jeunes dans la formulation de la stratégie.</p>
<i>Numérique</i>	
<p>Conduire une étude d'impact de la crise du Covid-19 sur les jeunes de la région en utilisant des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Statistiques ○ Des témoignages afin de comprendre les besoins immédiats et futurs des jeunes 	<p>Des études qui ne concernent pas nécessairement uniquement les jeunes ont été entreprises. On s'attend à ce que l'impact sur les jeunes y soit également inscrit.</p>

